



Martin Ortega

## Le Maghreb et l'Union européenne : vers un partenariat privilégié?

25 octobre 2004, Institut d'Études de Sécurité de l'UE, Paris

I – La première session, **Bilan du dialogue euro-méditerranéen et de la nouvelle politique de voisinage de l'UE pour le Maghreb**, (1) a évalué les initiatives existantes ; (2) a identifié les problèmes dans la relation euro-maghrébine ; et (3) a défini les intérêts communs qui, néanmoins, existent entre les deux rives de la Méditerranée occidentale.

(1) La politique européenne vis-à-vis du Maghreb comprend les volets suivants :

- Echanges et coopération bilatérales des Etats européens avec l'Algérie, le Maroc et la Tunisie.
- Partenariat euro-méditerranéen (ou processus de Barcelone) dans ses dimensions bilatérales (accords d'association) et régionale.
- Nouvelle politique de voisinage de l'UE, qui a donné lieu à des négociations assez avancées pour la conclusion des nouveaux accords avec le Maroc et la Tunisie.
- Groupe 5 + 5 (Espagne, France, Italie, Malte et Portugal plus Algérie, Libye, Mauritanie, Maroc et Tunisie) en tant que forum de dialogue.

Lors du séminaire, la compatibilité entre la politique européenne de voisinage et le Partenariat euro-méditerranéen a été examinée. Quelques participants marocains et tunisiens ont estimé que la politique de voisinage « a dilué » le processus de Barcelone, tandis que la plupart croyait que ce processus, et notamment sa dimension bilatérale, sera renforcé par la nouvelle politique de voisinage.

(2) En dépit de ces divers cadres de dialogue et coopération, la région du Maghreb continue de subir des difficultés qui empêchent son développement et un rapprochement de l'Union européenne.

- Ni les chiffres de la croissance économique, ni les investissements étrangers, ni le rapport sur le Développement Humain de l'ONU démontrent que le Maghreb a progressé dans les dernières décennies.
- La dispute sur le Sahara occidental continue d'empêcher les rapports de bon voisinage et l'intégration régionale.
- La lutte contre le terrorisme international ainsi que les conflits de l'Irak et entre Israéliens et Palestiniens ont concentré l'attention et l'énergie de la communauté internationale dans la région du « grand » Moyen-Orient, dans laquelle le Nord de l'Afrique joue un rôle purement secondaire.
- Enfin, l'élargissement de l'UE et la nouvelle politique de voisinage mettent l'accent surtout sur les relations entre l'Union et ses voisins à l'Est et dans les Balkans.

(3) Toutefois, il existe des intérêts communs entre l'UE et les Etats du Maghreb qui pourraient justifier un renforcement de leurs rapports à tous les niveaux.

- La lutte contre l'immigration illégale et d'autres types de trafics illégaux devraient constituer autant de priorités pour les gouvernements du nord et du sud de la Méditerranée.
- La présence dans certains pays européens de larges communautés maghrébines est un autre sujet d'intérêt commun.
- La coopération dans la lutte contre le terrorisme international a déjà commencé, mais doit être approfondie.
- Le Maghreb doit être « le pont entre le Monde arabe et l'Europe » : c'était une des idées-force du séminaire. En effet, les liens historiques et culturels entre l'Europe et le Maghreb peuvent constituer la base pour réaliser à une échelle pragmatique et concrète le grand projet de réforme du Monde arabe dans une région proche de l'Europe.

Par conséquent, dans le séminaire, la possibilité de renforcer les relations entre l'Union européenne et le Maghreb à l'occasion du dixième anniversaire du Processus de Barcelone en novembre 2005, a été soutenue par la plupart des participants.

II – La deuxième session du séminaire, **Problèmes structurels de la région : Sahara occidental, défis économiques et politiques, avenir de l'UMA, etc.**, a été consacrée à analyser les obstacles suivants, propres à la région du Maghreb.

En premier lieu, l'Union du Maghreb arabe n'a pas connu une exploitation de son vrai potentiel. Certes, le Secrétariat général de l'UMA a accompli un travail technique considérable et quelque 30 traités ont été négociés, mais seulement 5 d'entre eux ont été ratifiés, ce qui n'a pas pu déclencher une coopération intra-régionale. Depuis son origine, l'UMA a été dessinée du « haut en bas », les chefs d'Etat étant les principaux protagonistes du processus, ce qui a amené à des nombreux malentendus parmi eux et à l'annulation des sommets successifs.

En deuxième lieu, les défis économiques et politiques pour la région ont été examinés. Même s'il existe des évolutions positives dans certains pays, en termes généraux les systèmes politiques continuent d'être trop rigides, ce qui n'assure ni l'alternance politique, ni la bonne gouvernance ni le respect exhaustif des droits de l'homme. L'absence d'un pouvoir législatif fort, c'est à dire des parlements où les différentes tendances politiques puissent s'exprimer et négocier, a été mise en exergue. Un participant au séminaire a déclaré que le soutien européen au statu quo politique dans les pays du Maghreb apporte une fausse stabilité, car les forces démocratiques ne reçoivent pas l'appui européen et cela favorise les forces islamistes radicales. Les Européens risquent donc d'être perçus par l'opinion publique maghrébine comme alliés des régimes mais pas des peuples. Par ailleurs, l'idée reçue selon laquelle le libre marché mène nécessairement à des transitions démocratiques a été critiquée. Des nombreuses études comparées démontrent que le marché peut fonctionner dans un premier temps sans démocratie, même si pour un développement plein et stable de l'économie et de la société, à un moment donné, il faut impérativement que la démocratie soit introduite.

En troisième lieu, la dispute du Sahara occidental continue de projeter une influence négative sur les relations entre l'Algérie et le Maroc. Le récent rapport du Secrétaire général des Nations unies (daté le 20 octobre 2004) et le débat sur le renouvellement de la MINURSO (conduisant à la résolution 1570 du Conseil de sécurité) démontrent que l'affaire est enlisée. Dans le séminaire, il a été signalé qu'un des aspects le plus controversés de la version actuelle du plan des Nations unies est l'idée d'autonomie régionale pour le Sahara (dans une période transitoire avant le référendum) et sa signification concrète. Toutefois, deux approches du conflit du Sahara peuvent être utilisées : ou bien l'on commence par une résolution de cette question de fond, ou bien l'on établit d'abord une coopération pratique dans d'autres domaines entre l'Algérie et le Maroc, en

laissant la question du Sahara pour un stade ultérieur. Face à cette dernière possibilité, la question suivante s'impose : le conflit du Sahara est-il un vrai préalable pour améliorer ladite relation, ou plutôt un prétexte pour les élites de chaque pays afin d'empêcher un changement ?

III – Le titre de la troisième session du séminaire était : **Approfondissement du dialogue sécuritaire : terrorisme, immigration illégale, et dialogue sur la PESD et la coopération militaire**. La coopération en matière de lutte contre le terrorisme et l'immigration illégale est faite principalement de façon bilatérale. Cette coopération est assez satisfaisante dans toutes les dimensions : Nord-Sud, Nord-Nord et Sud-Sud. Tous les pays de la Méditerranée occidentale coopèrent ainsi avec d'autres pays européens et avec les Etats-Unis. La discussion a confirmé qu'il existe une volonté générale de continuer et approfondir cette coopération dans l'avenir. Les participants européens ont toutefois souligné, que la lutte contre le terrorisme ne devrait pas nuire au respect des droits de l'homme et aux libertés politiques. Certains régimes ont retrouvé une « légitimité extérieure » à travers la lutte contre le terrorisme, mais cela ne doit pas remplacer la légitimité constitutionnelle intérieure.

Suite à la conférence euro-méditerranéenne de Valence (avril 2002), qui a prévu des échanges en matière de PESD, la conférence de Naples (décembre 2003) a confirmé l'intérêt de tous les partenaires du processus de Barcelone à poursuivre un dialogue dans ce domaine, qui « devrait aider les partenaires méditerranéens à se familiariser avec les objectifs et les instruments de la PESD, en vue éventuellement de les associer ultérieurement à des activités relevant de la PESD au niveau régional, sous-régional et national ». Un participant du Maghreb (Algérie), tout en reconnaissant cette initiative de transparence de l'UE, a signalé que le dialogue (voire la coopération) avec l'OTAN était plus désirable. Des participants européens ont évoqué l'utilité de la contribution de certains pays maghrébins à des opérations de paix menées par l'UE, et ont affirmé que l'offre de l'UE en matière de coopération militaire avec les pays du Maghreb était sérieuse et que l'Union attendait une réponse constructive de leur part.

IV – Dans la session finale, **Propositions spécifiques afin d'améliorer les relations entre le Maghreb et l'UE**, l'on a insisté sur la nécessité de renforcer ces relations. De même, on a évoqué la possibilité d'entamer, avec une coopération européenne, des projets visant à une intégration sous-régionale : travaux publics, infrastructure, éducation, etc. Toutefois, les questions suivantes ont été soulevées :

- Le cadre institutionnel pour une redéfinition des relations UE-Maghreb est désormais la politique de voisinage de l'UE, mais le 10<sup>ème</sup> anniversaire du processus de Barcelone constituera une bonne occasion pour relancer une « table sous-régionale » pour le Maghreb, car la dimension régionale de l'action de l'UE ne doit pas être négligée.
- Même si quelques Etats membres de l'Union souhaitent singulariser et renforcer le rapport avec les pays du Maghreb, il y aura d'autres membres plus réticents. Les moyens de la politique étrangère de l'UE étant limités, il reste à voir quelles ressources seront consacrées à cette région lors des prochaines perspectives financières.
- Quant au Maghreb, ces pays doivent décider s'ils choisissent un « destin européen », un « destin arabe », ou un autre avenir. Les évolutions politiques dans les prochaines années seront cruciales dans ce sens là. La position des Etats européens devrait être très précise, car il est dans l'intérêt de l'UE et ses Etats membres que ces pays préfèrent des évolutions politiques qui les rapprochent de l'Europe.

## Liste des participants

**ABOUYOUB** Hassan – Ambassadeur de Sa Majesté le Roi du Maroc en France, Paris

**ARNOULD** Claude-France – Directeur, Direction générale E VIII, Questions de défense, Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne, Bruxelles

**ATTINÀ** Fulvio – Professor International Relations, Jean Monnet Chair of European Comparative Politics, Department of Political Studies, University of Catania

**BENATTALLAH** Halim – Ambassadeur, Ambassade de la République algérienne démocratique & populaire, Bruxelles

**BENDERRA** Omar – Trade Services, Société Générale, Paris

**BENSALAH ALAOUI** Assia – Professeur de Droit, Université Mohammed V, Centre d'Etudes Stratégiques, Rabat

**BIAD** Abdelwahab – Maître de Conférences, Faculté de Droit, Université de Rouen

**BONER** Gabriele – Counsellor, Auswärtiges Amt, Federal Republic of Germany, Berlin

**CHEIKH-ROUHOU** Moncef – Professeur Affilié, Hautes Ecoles Commerciales (HEC), Jouy-en-Josas

**CHOUROU** Béchir – Professeur de Relations internationales, Université de Tunis-Carthage Hammam-Chatt

**CLARET** Andreu – Directeur, Institut européen de la Méditerranée (IEMed), Barcelone

**CURMI** Brigitte – Chargée de mission auprès du Directeur, Direction Afrique du Nord/Moyen-Orient, Ministère des Affaires étrangères, Paris

**DADOU** Ahmed – Mediterranean/Middle East Division, Permanent Representation of the Kingdom of the Netherlands to the EU, Brussels

**DAGUZAN** Jean-François – Maître de Recherche, Rédacteur en chef Revue Maghreb/Machrek, Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS), Paris

**ELIADES** Pantias – Ambassadeur, Représentant permanent auprès du COPS, Représentation permanente de la République de Chypre auprès de l'Union européenne, Bruxelles

**FERNANDEZ-ARIAS** Carlos – Sous-Directeur général pour l'Afrique du Nord, Ministère des Affaires étrangères, Madrid

**GATT-RUTTER** John – Permanent Representation of Malta to the European Union, Brussels

**GNESOTTO** Nicole – Directeur, Institut d'Etudes de Sécurité de l'Union européenne, Paris

**GUIGOU** Jean-Louis – Professeur agrégé des Universités, Ancien délégué à l'Aménagement du territoire, Président de l'association CALAME, Paris

**HÄNGGI** Heiner – Assistant Director, Head of Think Tank, Geneva Centre for the Democratic Control of Armed Forces (DCAF), Geneva

**KADDOUR** Khaled – Directeur de la veille stratégique, Institut Tunisien des Etudes Stratégiques, Carthage

**LANNON** Erwan – Professor, University of Ghent, European Institute, Ghent

**LAURENT** Patrick – Chef d’Unité, Processus de Barcelone, Commission européenne, Bruxelles

**LINDSTRÖM** Gustav – Senior Research Fellow, European Union Institute for Security Studies, Paris

**LÓPEZ GARCÍA** Bernabé – Professeur d’Histoire de l’Islam contemporain, Université Autónoma de Madrid, Cantoblanco-Madrid

**LOUËR** Laurence – Chargée de recherche, Centre d’Etudes et de Recherches Internationales (CERI), Paris

**LYNCH** Dov – Senior Research Fellow, European Institute for Security Studies, Paris

**MARTINEZ** Luis – Chargé de recherche, Centre d’Etudes et de Recherches Internationales (CERI), Paris

**MELASUO** Tuomo – Docent, Maître des Recherches, TAPRI - Institut de Recherche de la paix, Université de Tampere

**ORTEGA** Martin – Senior Research Fellow, European Institute for Security Studies, Paris

**OUNAÏES** Abderraouf – Ancien Ambassadeur de Tunisie, Professeur, Faculté des Sciences Juridiques, Politiques et Sociales, La Soukra

**PEITZ** Matthias – International Relations Programme, Bertelsmann Stiftung, Gütersloh

**POSCH** Walter – Research Fellow, European Union Institute for Security Studies, Paris

**ROBERTS** Hugh – Directeur, Projet Afrique du Nord, International Crisis Group, Le Caire

**SAAF** Abdallah – Professeur, Directeur, Centre d’Etudes et de Recherches en Sciences Sociales (CERSS), Rabat

**SERRA i SERRA** Narcís – Président, CIDOB Foundation, Barcelone

**TANNER** Fred – Directeur Adjoint, Geneva Centre for Security Policy (GCSP), Geneva

**DE VASCONCELOS** Álvaro – Director, Instituto de Estudos Estratégicos e Internacionais (IEEI), Lisbon

**ZOUBIR** Yahia – Managing & Academic Director, Professor of Global Business, Thunderbird Europe, French-Geneva Centre, Archamps

#### Observateur

**BONISLAWSKI** Piotr – Polish Intern, European Union Institute for Security Studies, Paris